



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 53.195/2
du 8 mai 2013

advies 53.195/2
van 8 mei 2013

sur

over

un avant-projet de loi
'modifiant la loi du
2 août 2002 concernant la lutte
contre le retard de paiement
dans les transactions
commerciales'

een voorontwerp van wet 'tot
wijziging van de wet van
2 augustus 2002 betreffende de
bestrijding van de
betalingsachterstand bij
handelstransacties'

Le 15 avril 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 8 mai 2013. La chambre était composée de Yves KREINS, président de chambre, Pierre VANDERNOOT et Martine BAGUET, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Christian BEHRENDT, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Wanda VOGEL, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 8 mai 2013.

*

Op 15 april 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 8 mei 2013. De kamer was samengesteld uit Yves KREINS, kamervoorzitter, Pierre VANDERNOOT en Martine BAGUET, staatsraden, Yves DE CORDT en Christian BEHRENDT, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Wanda VOGEL, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 8 mei 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Ainsi qu'il ressort des documents joints à la demande d'avis, les auteurs de l'avant-projet ont considéré que celui-ci était dispensé d'un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence sur le développement durable au titre de la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable', au motif que la mesure devait « être prise d'urgence ».

L'article 2, 5^o, de l'arrêté royal du 20 septembre 2012 'portant exécution de l'article 19/1, § 1^{er}, deuxième alinéa, du Chapitre V/1 de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable' exempte certes d'un examen préalable « la réglementation envisagée sur laquelle l'avis du Conseil d'État est demandé en application de l'article 84, § 1^{er}, premier alinéa, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État ». En l'espèce, une demande d'avis avait été introduite en application de cette disposition le 26 mars 2013. Par l'avis 53.107/2 donné le 3 avril 2013, le Conseil d'État a toutefois déclaré cette demande d'avis irrecevable, la condition relative à l'urgence n'étant pas jugée remplie.

L'absence d'évaluation d'incidence ne peut dès lors être justifiée par l'urgence de la mesure à prendre. Il y a donc lieu de soumettre l'avant-projet à l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence, à moins qu'un autre motif de dispense ne soit applicable en l'espèce ¹.

PORTÉE DE L'AVANT-PROJET

L'avant-projet vise à modifier la loi du 2 août 2002 'concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales'.

Cette loi assure la transposition en droit belge de la directive 2000/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 'concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales'.

¹ Ainsi, l'article 2, 3^o, de l'arrêté royal du 20 septembre 2012 précité dispense d'un examen préalable « la réglementation envisagée portant transposition d'une directive de l'Union européenne qui a fait l'objet d'une analyse d'impact similaire à une évaluation d'incidence, visée à l'article 2, 9^o, de la loi ». Le Conseil d'État ne dispose pas des éléments nécessaires pour apprécier si l'avant-projet à l'examen peut bénéficier de cette cause de dispense.

Cette directive a été abrogée et remplacée par la directive 2011/7/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 ‘concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales’.

L’avant-projet vise à apporter à la loi du 2 août 2002 précitée les modifications rendues nécessaires par cette nouvelle directive ².

EXAMEN DE L’AVANT-PROJET

DISPOSITIF

Article 2

1. L’article 2 n’apportant qu’une seule modification à l’article 1^{er} de la loi du 2 août 2002 précitée, la phrase liminaire de l’article 2 sera rédigée comme suit :

« Art. 2. À l’article 1^{er} de la loi du 2 août 2002 ‘concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales’, l’alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : ».

2. Au lieu d’écrire « Elle met en œuvre les principes de la directive 2011/7/UE... », il convient d’écrire « Elle transpose la directive 2011/7/UE... » ³.

Article 3

1. L’article 2 de la loi du 2 août 2002 précitée, que l’avant-projet vise à modifier, ne comportant qu’un seul alinéa, il convient d’omettre chaque fois, à l’article 3, 1^o, *initio*, 2^o, *initio* et 3^o, *initio*, les mots « dans l’alinéa 1^{er} ».

2. Concernant la définition de la notion de « transaction commerciale », figurant à l’article 3, 1^o, de l’avant-projet, l’exposé des motifs joint à la demande d’avis comporte l’explication suivante :

« L’article 2, 1^o, de la directive définit le concept de ‘transaction commerciale’ comme une ‘transaction entre des entreprises ou entre des entreprises et les pouvoirs publics qui conduit à *la fourniture de biens ou à la prestation de services* contre rémunération’. Il apparaît toutefois clairement du considérant 11 de la directive que *la conception et l’exécution de travaux publics et d’ouvrages de construction ou de génie civil* doivent également être considérées comme une fourniture de biens ou une prestation

² À cet égard, le considérant 37 de la directive 2011/7/UE précitée dispose comme suit : « L’obligation de transposer la présente directive en droit national devrait être limitée aux dispositions qui constituent une modification de fond par rapport à la directive 2000/35/CE. L’obligation de transposer les dispositions inchangées résulte de ladite directive ».

³ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », formule F 4-1-2-3.

de services. C'est pourquoi la définition de 'transaction commerciale' est élargie à l'exécution de travaux »⁴.

Dès lors que l'intention est d'étendre la notion de « transaction commerciale » en tenant compte des précisions figurant au considérant 11 de la directive 2011/7/UE précitée, mieux vaut remplacer les mots « ou à l'exécution de travaux », figurant à l'article 3, 1°, de l'avant-projet, par les mots « ou à la conception et l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction et de génie civil », afin d'aligner le texte de l'article 2, 1., en projet sur celui du considérant 11 de la directive.

3. L'article 2, point 3), de la directive 2011/7/UE précitée définit la notion d'« entreprise » comme visant « toute organisation, autre que les pouvoirs publics »⁵, agissant dans l'exercice d'une activité économique ou professionnelle indépendante, même lorsque cette activité n'est exercée que par une seule personne ».

Afin d'assurer une transposition correcte de cette disposition de la directive, il y a lieu d'insérer, à l'article 3 de l'avant-projet, un 2° nouveau, aux termes duquel, au point 2 de l'article 2 de la loi du 2 août 2002 précitée, les mots « autre que les pouvoirs publics » sont insérés entre les mots « toute organisation » et les mots « agissant dans l'exercice d'une activité ».

Les 2° et 3° de l'article 3 de l'avant-projet deviennent par conséquent 3° et 4°.

4. L'article 3, 2° (devenant article 3, 3°), de l'avant-projet renvoie, pour la définition de la notion de « pouvoir public », à des définitions contenues dans des directives européennes.

Au lieu de procéder de la sorte, il convient de mentionner les dispositions de droit interne qui ont transposé les articles mentionnés des directives⁶.

5. La définition de la notion de « montant dû », contenue à l'article 2, paragraphe 8, de la directive 2011/7/UE précitée, n'est pas transposée dans l'avant-projet. Il y a lieu de combler cette lacune, une définition de cette notion étant nécessaire pour éclairer la portée de l'article 6 (devenant article 7) du projet (article 5, alinéa 1^{er}, en projet).

L'article 3 de l'avant-projet sera dès lors complété par un 5°, qui insérera dans l'article 2 de la loi du 2 août 2002 précitée un point 6 consacré à la définition de la notion de « montant dû ».

⁴ Exposé des motifs, page 5.

⁵ La définition de la notion d'entreprise qui figurait à l'article 2, 1), alinéa 3, de la directive 2000/35/CE précitée ne comportait pas les mots « autre que les pouvoirs publics ».

⁶ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 100.

Article 4 et article 5 nouveau (à ajouter)

1. Dans la phrase liminaire de l'article 4, après les mots « L'article 3 de la même loi », il y a lieu d'insérer les mots « , modifié par la loi du 19 décembre 2010, »⁷.

2. Les deux premiers alinéas de l'article 3 en projet sont identiques aux deux premiers alinéas de l'actuel article 3 de la loi du 2 août 2002 précitée.

Le procédé qui consiste à reproduire, de manière inchangée, dans un texte nouveau, des dispositions déjà existantes, présente l'inconvénient d'ouvrir un nouveau délai de recours contre ces dispositions. Mieux vaut limiter les dispositions d'un projet modificatif aux seuls changements que ce projet apporte au texte qu'il envisage de modifier.

La même observation vaut pour les autres dispositions de l'avant-projet qui reproduisent sans les modifier des dispositions figurant déjà dans la loi du 2 août 2002, précitée, tel que, par exemple, l'article 4, § 1^{er}, 1^o et 2^o, de l'avant-projet.

3. La question suivante a été posée aux fonctionnaires délégués :

« La question se pose de savoir si les transactions commerciales dans lesquelles le créancier est un pouvoir public et le débiteur est une entreprise relèvent de l'article 4, § 1^{er}, en projet, de la loi du 2 août 2002. Cela ne semble pas être le cas, ce paragraphe ne visant que 'les transactions commerciales entre entreprises'.

Faut-il en déduire que les transactions commerciales où le débiteur est une entreprise et le créancier est un pouvoir public échappent totalement au champ d'application de la directive 2011/7/UE et donc également à celui de la loi du 2 août 2002 ? Si oui, l'article 4 du projet (article 3, alinéa 3, en projet) ne devrait-il pas être adapté en conséquence (par exemple en remplaçant, dans l'article 3, alinéa 3, en projet, les mots 'les transactions entre des entreprises et les pouvoirs publics' par les mots 'les transactions entre des entreprises et les pouvoirs publics, où le débiteur est un pouvoir public' ? ».

Les fonctionnaires délégués ont répondu à cette question comme suit :

« Het klopt inderdaad dat de handelstransacties tussen ondernemingen en overheidsinstanties, waarbij de onderneming de schuldenaar is, buiten het toepassingsgebied van deze wet vallen. Voor de duidelijkheid is het aangewezen de door u voorgestelde tekstwijziging aan artikel 3, lid 3 van de wet van 2 augustus 2002 door te voeren ».

À l'article 3, alinéa 3, en projet, entre les mots « entre des entreprises et les pouvoirs publics » et les mots « visées à l'article 4, § 2 », seront dès lors insérés les mots « où le débiteur est un pouvoir public ».

4. La deuxième partie de l'article 3, alinéa 3, en projet (« sous réserve des dispositions spécifiques de la réglementation relative aux marchés publics sur le plan des règles

⁷ *Ibid.*, recommandation n° 113, a). Cette modification, qui est justifiée par le seul alinéa 2 de l'article 3 en projet, ne devra pas être apportée s'il est renoncé à reproduire les alinéas 1^{er} et 2 de cette disposition, ainsi qu'il est suggéré dans l'observation 2 relative à l'article 4. Voir à ce sujet *ibid.*, recommandation n° 113, d).

d'exécution générales ») doit être dissociée de l'article 3 en projet afin de permettre l'entrée en vigueur différée envisagée à l'article 11 (devenant article 14), alinéa 2, du projet.

À l'article 3, alinéa 3, en projet, les mots « sous réserve des dispositions spécifiques de la réglementation relative aux marchés publics sur le plan des règles d'exécution générales » seront dès lors omis. La version néerlandaise de cet alinéa sera par ailleurs adaptée conformément à ce qui est exposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Il y a par ailleurs lieu d'insérer dans l'avant-projet un article 5 nouveau, qui insérera dans la loi du 2 août 2002, précitée, un article 3/1 rédigé comme suit :

« Art. 3/1. Par dérogation à l'article 3, alinéa 3, la présente loi ne s'applique aux transactions entre des entreprises et les pouvoirs publics où le débiteur est un pouvoir public, que dans la mesure où des dispositions spécifiques de la réglementation relative aux marchés publics sur le plan des règles d'exécution générales ne sont pas applicables ».

La numérotation des dispositions subséquentes du projet sera modifiée en conséquence.

Article 5 (devenant article 6)

1. Afin d'assurer une transposition correcte de l'article 3, paragraphe 4, de la directive 2011/7/UE précitée, la question se pose de savoir si l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, dernière phrase, en projet ne devrait pas être complété en prévoyant la possibilité pour les parties de déroger contractuellement à la règle énoncée pourvu que cela ne constitue pas un abus manifeste.

Interrogés sur ce point, les fonctionnaires délégués ont répondu ce qui suit :

« Het opnemen van de mogelijkheid om de verificatietermijn voor handelstransacties tussen ondernemingen contractueel te verlengen is een optie, geen verplichting voor de lidstaten. Art. 12, lid 3 van de richtlijn bepaalt immers dat lidstaten bepalingen in werking mogen doen treden die gunstiger zijn voor de schuldeiser. Er werd aldus voor gekozen om van deze mogelijkheid geen gebruik te maken wat betreft de handelstransacties tussen ondernemingen... ».

Contrairement à l'opinion défendue par les fonctionnaires délégués, la transposition de la possibilité de dérogation contractuelle prévue à l'article 3, paragraphe 4, de la directive 2011/7/UE précitée n'est pas une simple faculté mais une obligation pour les États membres. L'article 12, paragraphe 3, de cette directive, auquel se réfère la réponse reproduite ci-dessus, ne vise que des dispositions encore plus favorables au créancier que celles découlant déjà de la directive, et ne dispense donc nullement les États membres de transposer l'article 3, paragraphe 4, de celle-ci de manière complète.

L'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, dernière phrase, en projet, sera dès lors complété par les mots « à moins qu'il ne soit expressément stipulé autrement par contrat et pourvu que cela ne constitue pas un abus manifeste à l'égard du créancier au sens de l'article 7 », ainsi que le requiert une transposition correcte de l'article 3, paragraphe 4, de la directive 2011/7/UE précitée.

2. Tant dans l'article 4, § 1^{er}, alinéa 3^o, dernière phrase, que dans l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, 3^o, deuxième phrase, en projet, il y a lieu d'insérer, après les mots « n'excède pas trente jours civils », les mots « après la date de réception des marchandises ou de prestations des services », ainsi que cela est prévu respectivement aux articles 3, paragraphe 4, et 4, paragraphe 5, de la directive 2011/7/UE précitée.

Les fonctionnaires délégués ont marqué leur accord sur cette suggestion.

3. À l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, en projet, après les mots « une transaction commerciale entre entreprises et pouvoirs publics », il y a lieu d'ajouter les mots « où le débiteur est un pouvoir public ».

La même modification sera apportée à l'article 6 (devenant article 7) du projet (article 5, alinéa 1^{er}, en projet), dernière phrase.

Il est renvoyé à l'observation 3 relative à l'article 4 ci-dessus.

4. L'attention des fonctionnaires délégués a été attirée sur ce que les termes « et dûment motivé, dans le contrat, de façon objective, par la nature particulière ou par certains éléments du contrat », figurant à l'article 4, § 2, alinéa 2, en projet, ne correspondent pas à ce que prévoit l'article 4, paragraphe 6, de la directive 2011/7/UE précitée, qui utilise les termes « à moins qu'il ne soit expressément stipulé autrement par contrat et pourvu que ce soit objectivement justifié par la nature particulière ou par certains éléments du contrat ».

Invités à suggérer une autre formulation de l'article 4, § 2, alinéa 2, en projet, les fonctionnaires délégués ont proposé la rédaction suivante :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les parties peuvent convenir d'un délai de paiement plus long, et pour autant qu'il soit objectivement justifié par la nature particulière ou par certains éléments du contrat ; ce délai de paiement convenu entre parties ne pouvant excéder soixante jours civils ».

Cette rédaction est effectivement préférable.

5. À l'article 4, § 2, alinéa 3, en projet, les mots « conformément à l'article 4, 4^o, b) de la Directive 2011/7/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales » seront omis.

Il revient à l'avant-projet d'organiser lui-même une telle procédure de reconnaissance ou de renvoyer aux dispositions de droit belge ayant cet objet.

Article 6 (devenant article 7)

La dernière phrase de l'article 5, alinéa 1^{er}, en projet serait mieux rédigée comme suit :

« S'il s'agit de transactions commerciales entre entreprises et pouvoirs publics, où le débiteur est un pouvoir public ⁸, l'intérêt est l'intérêt au taux directeur majoré de huit points de pourcentage et arrondi au demi-point de pourcentage supérieur, nonobstant toute convention contraire des parties ».

Article 7 (devenant article 8)

1. Dès lors que l'article 4 de la loi du 21 février 2010 'modifiant les articles 1022 du Code judiciaire et 162bis du Code d'instruction criminelle et abrogeant l'article 6 de la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales' n'est pas encore entré en vigueur et que cette disposition est abrogée par l'article 10, 2° (devenant article 13, 2°), du projet, les mots « abrogé par l'article 4 de la loi du 21 février 2010 », figurant dans la phrase liminaire de l'article 7 (devenant article 8), seront omis.

2. De l'accord des fonctionnaires délégués, il y a lieu de compléter l'article 6, alinéa 1^{er}, en projet, par les mots « qu'il a encourus » ⁹.

3. Il appartient à l'auteur de l'avant-projet d'apprécier si la fixation du montant précis de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement ne devrait être confiée au pouvoir exécutif ¹⁰.

En ce cas, au lieu d'écrire, à l'article 6, alinéa 1^{er}, en projet, « d'une indemnité forfaitaire de (100) euros pour les frais de recouvrement », il est suggéré d'écrire « d'une indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement qu'il a encourus, dont le montant sera arrêté par le Roi ».

4. Comme en ont convenu les fonctionnaires délégués, il est souhaitable de préciser, à l'article 6, alinéa 2, en projet que les autres frais de recouvrement éventuels, visés dans cet alinéa, viennent en sus du montant forfaitaire visé à l'alinéa 1^{er} de la même disposition ¹¹.

Articles 10 et 11 nouveaux (à ajouter)

Alors que l'article 3, paragraphe 5, de la directive 2000/35/CE imposait aux États membres de prévoir une action pour faire reconnaître comme manifestement abusives des

⁸ Voir ci-dessus l'observation 3 relative à l'article 4.

⁹ Voir en ce sens l'article 6, paragraphe 2, *in fine*, de la directive 2011/7/UE précitée.

¹⁰ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 8.1.

¹¹ Voir en ce sens l'article 6, paragraphe 3, première phrase, de la directive 2011/7/UE précitée.

« dispositions contractuelles conçues pour un usage général », l'article 7, paragraphe 1^{er}, de la directive 2011/7/UE vise les « clauses contractuelles » ou « les pratiques » qui peuvent constituer un « abus manifeste ».

Les fonctionnaires délégués ont été invités à répondre à la question suivante :

« Ne faudrait-il pas, dès lors, modifier, au moyen de deux dispositions nouvelles à insérer à la fin du chapitre II du projet, respectivement les articles 8 et 9, alinéa 3, de la loi du 2 août 2002 de manière à viser, non seulement les clauses contractuelles manifestement abusives, mais aussi les pratiques manifestement abusives ? ».

Dans leur réponse, les fonctionnaires admettent qu'une adaptation des articles 8 et 9, alinéa 3, de la loi du 2 août 2002 précitée est effectivement nécessaire.

Ces adaptations feront l'objet de deux articles 10 et 11 nouveaux, qui modifieront respectivement l'article 8 et l'article 9, alinéa 3, de la loi du 2 août 2002 précitée dans le sens indiqué ci-dessus.

La numérotation des dispositions subséquentes sera adaptée en conséquence.

Article 9 (devenant article 12)

L'article 9 (devenant article 12) ayant pour objet de modifier une disposition de la loi du 2 août 2002 précitée, il doit être placé à la fin du chapitre II (consacré aux modifications apportées à la loi du 2 août 2002 précitée) et non au début du chapitre III (consacré aux dispositions finales) de l'avant-projet.

Article 11 (devenant article 14)

Selon la Cour constitutionnelle,

« La non-rétroactivité des lois est une garantie ayant pour but de prévenir l'insécurité juridique. Cette garantie exige que le contenu du droit soit prévisible et accessible, de sorte que le justiciable puisse prévoir, à un degré raisonnable, les conséquences d'un acte déterminé au moment où cet acte est accompli.

La rétroactivité peut uniquement être justifiée lorsqu'elle est indispensable à la réalisation d'un objectif d'intérêt général. S'il s'avère en outre que la rétroactivité a pour effet que l'issue de l'une ou l'autre procédure judiciaire est influencée dans un sens déterminé ou que les juridictions sont empêchées de se prononcer sur une question de droit, la nature du principe en cause exige que des circonstances exceptionnelles ou des motifs impérieux d'intérêt général justifient l'intervention du législateur, laquelle porte atteinte, au préjudice d'une catégorie de citoyens, aux garanties juridictionnelles offertes à tous »¹².

¹² Par exemple : C.C., n° 26/2009, 18 février 2009, B.13 ; n° 3/2011, 13 janvier 2011, B.7.

Sous cette réserve, les deux alinéas de l'article 11 (devenant article 14) seront remplacés par le texte suivant :

« Art. 14. La présente loi entre en vigueur le 16 mars 2013, à l'exception de l'article 5, qui entre en vigueur à une date à déterminer par le Roi »,

étant entendu que cette dernière date coïncidera avec celle de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 'établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics'.

OBSERVATIONS DE LÉGISTIQUE

1. Il y a lieu de numérotter les chapitres en chiffres arabes et non en chiffres romains ¹³.
2. Concernant la numérotation des articles, il convient d'écrire en caractères gras d'abord « Article 1^{er}. » et ensuite, également en caractères gras, « Art. 2. », « Art. 3. », etc. ¹⁴.
3. Le chapitre I^{er} (devenant chapitre 1^{er}) ne comprenant qu'une seule disposition, il sera intitulé « Disposition générale » (et non : « Dispositions générales »).
4. À l'article 5 (devenant article 6) de l'avant-projet, il n'est pas souhaitable de donner un intitulé au seul article 4, § 3, en projet. L'intitulé « Echeanciers », figurant en tête de ce paragraphe 3, sera dès lors omis.

*

¹³ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 64.

¹⁴ *Ibid.*, recommandation n° 52.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Uit de documenten die bij de adviesaanvraag zijn gevoegd, blijkt dat de stellers van het voorontwerp hebben geoordeeld dat het voorontwerp was vrijgesteld van het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling inzake duurzame ontwikkeling uit te voeren uit hoofde van de wet van 5 mei 1997 ‘betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’, op de grond dat de maatregel “spoedeisend” was.

Bij artikel 2, 5°, van het koninklijk besluit van 20 september 2012 ‘houdende uitvoering van artikel 19/1, § 1, tweede lid van hoofdstuk V/1 van de wet van 5 mei 1997 ‘betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’ is de “voorgenomen regelgeving waarover het advies van de Raad van State wordt gevraagd met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de [gecoördineerde] wetten op de Raad van State” weliswaar vrijgesteld van een voorafgaand onderzoek. *In casu* is op 26 maart 2013 met toepassing van deze bepaling om advies verzocht. In zijn advies 53.107/2, op 3 april 2013 gegeven, heeft de Raad van State deze adviesaanvraag evenwel niet-ontvankelijk verklaard omdat de voorwaarde betreffende de spoedeisendheid niet vervuld werd geacht.

De ontstentenis van een effectbeoordeling kan dus niet worden gerechtvaardigd door de spoedeisendheid van de te nemen maatregel. Met betrekking tot het voorontwerp moet dus vooraf worden onderzocht of het noodzakelijk is een effectbeoordeling uit te voeren, tenzij in dezen een andere reden voor vrijstelling kan worden aangevoerd.¹

STREKKING VAN HET VOORONTWERP

Het voorontwerp strekt ertoe de wet van 2 augustus 2002 ‘betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties’ te wijzigen.

¹ Zo wordt in artikel 2, 3°, van het voornoemde koninklijk besluit van 20 september 2012 de “voorgenomen regelgeving houdende omzetting van een richtlijn van de Europese Unie die al aan een impactanalyse onderworpen werd gelijkaardig aan de effectbeoordeling, bedoeld in artikel 2, 9°, van de wet” van een voorafgaand onderzoek vrijgesteld. De Raad van State beschikt niet over de noodzakelijke gegevens om te oordelen of deze reden van vrijstelling op het voorliggende voorontwerp van toepassing is.

Deze wet zorgt voor de omzetting in Belgisch recht van richtlijn 2000/35/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 juni 2000 ‘betreffende bestrijding van betalingsachterstand bij handelstransacties’.

Deze richtlijn is opgeheven en vervangen door richtlijn 2011/7/EU van het Europees Parlement en de Raad van 16 februari 2011 ‘betreffende bestrijding van betalingsachterstand bij handelstransacties’.

Het voorontwerp strekt ertoe de wijzigingen die door deze nieuwe richtlijn noodzakelijk zijn geworden, in de voornoemde wet van 2 augustus 2002 aan te brengen.²

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. Aangezien artikel 2 slechts één enkele wijziging in artikel 1 van de voornoemde wet van 2 augustus 2002 aanbrengt, moet de inleidende zin ervan luiden als volgt:

“Art. 2. In artikel 1 van de wet van 2 augustus 2002 ‘betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties’ wordt het tweede lid vervangen als volgt:”.

2. Men schrijve “Zij zet richtlijn 2011/7/EU (...) om” in plaats van “Zij brengt de beginselen ten uitvoer van de Richtlijn 2011/7/EU ...”.³

Artikel 3

1. Aangezien artikel 2 van de voornoemde wet van 2 augustus 2002, waarvan het voorontwerp de wijziging beoogt, slechts één lid bevat, moeten in artikel 3, 1°, *initio*, 2°, *initio*, en 3°, *initio*, telkens de woorden “in het eerste lid” worden weggelaten.

2. Betreffende de definitie van het begrip “handelstransactie”, dat in artikel 3, 1°, van het voorontwerp voorkomt, geeft de memorie van toelichting die bij de adviesaanvraag is gevoegd de volgende uitleg:

“Artikel 2, 1°, van de richtlijn definieert het begrip ‘handelstransacties’ als ‘transacties tussen ondernemingen of tussen ondernemingen en overheidsinstanties die leiden tot het *leveren van goederen of het verrichten van diensten* tegen vergoeding’. Uit overweging 11 van de richtlijn blijkt echter duidelijk dat ook *het ontwerp en de uitvoering*

² In dit verband luidt overweging 37 van de voornoemde richtlijn 2011/7/EU als volgt: “De verplichting tot omzetting van deze richtlijn in intern recht moet worden beperkt tot de bepalingen die ten opzichte van Richtlijn 2000/35/EG inhoudelijk zijn gewijzigd. De verplichting tot omzetting van de ongewijzigde bepalingen vloeit voort uit die richtlijn”.

³ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, formule F 4-1-2-3.

van openbare werken en bouw- en civieltechnische werken, moet worden aanzien als een levering van goederen of het verrichten van diensten. Om die reden wordt de definitie van ‘handelstransactie’ verruimd tot het verrichten van werken”⁴.

Daar het de bedoeling is het begrip “handelstransactie” uit te breiden door rekening te houden met de preciseringen vervat in overweging 11 van de voornoemde richtlijn 2011/7/EU, is het beter de woorden “of het uitvoeren van werken” in artikel 3, 1°, van het voorontwerp, te vervangen door de woorden “of het ontwerp en de uitvoering van openbare werken of van bouw- en civieltechnische werken”, teneinde de tekst van het ontworpen artikel 2, 1., op de tekst van overweging 11 van de richtlijn af te stemmen.

3. In artikel 2, punt 3), van de voornoemde richtlijn 2011/7/EU, wordt het begrip “onderneming” gedefinieerd als “elke organisatie, met uitsluiting van overheidsinstanties⁵, die handelt in het kader van haar zelfstandige economische of beroepsmatige activiteit, ook wanneer deze activiteit door slechts één persoon wordt uitgeoefend”.

Teneinde deze bepaling van de richtlijn correct om te zetten, moet in artikel 3 van het voorontwerp een nieuw onderdeel 2° worden ingevoegd waarin wordt bepaald dat in punt 2 van artikel 2 van de voornoemde wet van 2 augustus 2002 de woorden “met uitsluiting van overheidsinstanties” worden ingevoegd tussen de woorden “elke organisatie” en “die handelt in het kader van [...] activiteit”.

De onderdelen 2° en 3° van artikel 3 van het voorontwerp worden dan 3° en 4°.

4. Artikel 3, 2°, van het voorontwerp (dat artikel 3, 3°, wordt) verwijst inzake de definitie van het begrip “overheidsinstantie” naar definities vervat in Europese richtlijnen.

In plaats van deze werkwijze te volgen, moeten de bepalingen van intern recht worden vermeld die de vermelde artikelen van de richtlijnen hebben omgezet.⁶

5. De definitie van het begrip “verschuldigd bedrag”, vervat in artikel 2, lid 8, van de voornoemde richtlijn 2011/7/EU, wordt in het voorontwerp niet omgezet. Deze leemte moet worden aangevuld, aangezien een definitie van dit begrip noodzakelijk is om inzicht te verschaffen in de strekking van artikel 6 van het ontwerp (dat artikel 7 wordt) (ontworpen artikel 5, eerste lid).

Artikel 3 van het voorontwerp moet derhalve worden aangevuld met een onderdeel 5° dat in artikel 2 van de voornoemde wet van 2 augustus 2002 een punt 6 invoegt waarin het begrip “verschuldigd bedrag” wordt gedefinieerd.

⁴ Memorie van toelichting, blz. 5.

⁵ De definitie van het begrip onderneming in artikel 2, 1), alinea 3, van de voornoemde richtlijn 2000/35/EG bevatte niet de woorden “met uitsluiting van overheidsinstanties”.

⁶ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 100.

Artikel 4 en nieuw artikel 5 (toe te voegen)

1. In de inleidende zin van artikel 4 moeten de woorden “, gewijzigd bij de wet van 19 december 2010,” worden ingevoegd na de woorden “Artikel 3 van dezelfde wet”.⁷

2. De eerste twee leden van het ontworpen artikel 3 zijn woordelijk dezelfde als de eerste twee leden van het huidige artikel 3 van de voornoemde wet van 2 augustus 2002.

De werkwijze die erop neerkomt bestaande bepalingen ongewijzigd in een nieuwe tekst over te nemen, heeft het nadeel dat een nieuwe termijn voor het instellen van beroep tegen deze bepalingen wordt geopend. Men doet er beter aan de bepalingen van het ontwerp van een wijzigingstekst te beperken tot de wijzigingen die dit ontwerp aanbrengt in de tekst waarvan de wijziging wordt beoogd.

Dezelfde opmerking geldt voor de andere bepalingen van het voorontwerp die bepalingen die reeds in de voornoemde wet van 2 augustus 2002 voorkomen, ongewijzigd overnemen, zoals bijvoorbeeld artikel 4, § 1, 1° en 2°, van het voorontwerp.

3. De gemachtigde ambtenaren werd de volgende vraag gesteld:

“La question se pose de savoir si les transactions commerciales dans lesquelles le créancier est un pouvoir public et le débiteur est une entreprise relèvent de l'article 4, § 1^{er}, en projet, de la loi du 2 août 2002. Cela ne semble pas être le cas, ce paragraphe ne visant que ‘les transactions commerciales entre entreprises’.

Faut-il en déduire que les transactions commerciales où le débiteur est une entreprise et le créancier est un pouvoir public échappent totalement au champ d'application de la directive 2011/7/UE et donc également à celui de la loi du 2 août 2002? Si oui, l'article 4 du projet (article 3, alinéa 3, en projet) ne devrait-il pas être adapté en conséquence (par exemple en remplaçant, dans l'article 3, alinéa 3, en projet, les mots ‘les transactions entre des entreprises et les pouvoirs publics’ par les mots ‘les transactions entre des entreprises et les pouvoirs publics, où le débiteur est un pouvoir public’?).

Op deze vraag hebben de gemachtigde ambtenaren het volgende geantwoord:

“Het klopt inderdaad dat de handelstransacties tussen ondernemingen en overheidsinstanties, waarbij de onderneming de schuldenaar is, buiten het toepassingsgebied van deze wet vallen. Voor de duidelijkheid is het aangewezen de door u voorgestelde tekstwijziging aan artikel 3, lid 3, van de wet van 2 augustus 2002 door te voeren”.

In het ontworpen artikel 3, derde lid, moeten de woorden “waarbij de schuldenaar een overheidsinstantie is” tussen de woorden “tussen ondernemingen en overheidsinstanties” en “als bedoeld in artikel 4, § 2” worden ingevoegd.

⁷ *Ibid.*, aanbeveling 113, a). Deze wijziging, slechts door het tweede lid van het ontworpen artikel 3 gerechtvaardigd, is onnodig indien ervan wordt afgezien het eerste en het tweede lid van deze bepaling over te nemen, zoals wordt voorgesteld in de tweede opmerking betreffende artikel 4. Zie dienaangaande *ibid.*, aanbeveling 113, d).

4. Het tweede deel van het ontworpen artikel 3, derde lid (“onder voorbehoud van de specifieke bepalingen van de regelgeving inzake overheidsopdrachten op het vlak van de algemene uitvoeringsregels”) moet uit het ontworpen artikel 3 worden gelicht om de uitgestelde inwerkingtreding, waarin artikel 11 (dat artikel 14 wordt), tweede lid, van het ontwerp voorziet, mogelijk te maken.

In het ontworpen artikel 3, derde lid, moeten de woorden “onder voorbehoud van de specifieke bepalingen van de regelgeving inzake overheidsopdrachten op het vlak van de algemene uitvoeringsregels” dus worden weggelaten en moet de Nederlandse versie van de zin dientengevolge worden herschreven als volgt: “Zij geldt eveneens wat betreft de transacties tussen ... als bedoeld in artikel 4, § 2”.

Voorts moet in het voorontwerp een nieuw artikel 5 worden ingevoegd dat een artikel 3/1 in de voornoemde wet van 2 augustus 2002 invoegt, luidende als volgt:

“Art. 3/1. Wat betreft de transacties tussen ondernemingen en overheidsinstanties waarbij de schuldenaar een overheidsinstantie is, geldt deze wet, in afwijking van artikel 3, derde lid, slechts in zoverre geen specifieke bepalingen van de reglementering inzake overheidsopdrachten op het vlak van algemene uitvoeringsvoorschriften toepasselijk zijn”.

De nummering van de daaropvolgende bepalingen van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden gewijzigd.

Artikel 5 (dat artikel 6 wordt)

1. De vraag rijst of het ontworpen artikel 4, § 1, eerste lid, 3°, laatste zin, wil men zorgen voor een correcte omzetting van artikel 3, lid 4, van de voornoemde richtlijn 2011/7/EU, niet aangevuld moet worden door te voorzien in de mogelijkheid dat de partijen bij overeenkomst afwijken van de gestelde regel op voorwaarde dat dit niet leidt tot een kennelijke onbillijkheid.

De gemachtigde ambtenaren hebben, toen hun die vraag is gesteld, het volgende geantwoord:

“Het opnemen van de mogelijkheid om de verificatietermijn voor handelstransacties tussen ondernemingen contractueel te verlengen is een optie, geen verplichting voor de lidstaten. Art. 12, lid 3 van de richtlijn bepaalt immers dat lidstaten bepalingen in werking mogen doen treden die gunstiger zijn voor de schuldeiser. Er werd aldus voor gekozen om van deze mogelijkheid geen gebruik te maken wat betreft de handelstransacties tussen ondernemingen...”.

In tegenstelling tot het standpunt verdedigd door de gemachtigde ambtenaren is de omzetting van de mogelijkheid om bij overeenkomst af te wijken, waarin is voorzien in artikel 3, lid 4, van de voornoemde richtlijn 2011/7/EU, niet louter facultatief, maar een verplichting voor de lidstaten. Artikel 12, lid 3, van die richtlijn, waarnaar het hierboven opgenomen antwoord verwijst, slaat enkel op bepalingen die nog gunstiger zijn voor de schuldeiser dan die welke reeds uit de richtlijn voortvloeien, en stelt de lidstaten er dus geenszins van vrij om artikel 3, lid 4, van de richtlijn volledig om te zetten.

Het ontworpen artikel 4, § 1, eerste lid, 3°, laatste zin, moet derhalve aangevuld worden met de woorden “tenzij in de overeenkomst uitdrukkelijk anders is overeengekomen en mits daarbij geen sprake is van kennelijke onbillijkheid jegens de schuldeiser in de zin van artikel 7”, zoals een correcte omzetting van artikel 3, lid 4, van de voornoemde richtlijn 2011/7/EU vereist.

2. Zowel in het ontworpen artikel 4, § 1, eerste lid, 3°, laatste zin, als in het ontworpen artikel 4, § 2, eerste lid, 3°, tweede zin, moeten de woorden “vanaf de datum van ontvangst van de goederen of diensten” ingevoegd worden na de woorden “bedraagt niet meer dan 30 kalenderdagen”, zoals dat respectievelijk bepaald is in de artikelen 3, lid 4, en 4, lid 5, van de voornoemde richtlijn 2011/7/EU.

De gemachtigde ambtenaren zijn het daarmee eens.

3. In het ontworpen artikel 4, § 2, eerste lid, moeten de woorden “waarbij de schuldenaar een overheidsinstantie is” toegevoegd worden na de woorden “een handelstransactie tussen ondernemingen en overheidsinstanties”.

Dezelfde wijziging moet worden aangebracht in de laatste zin van artikel 6 van het ontwerp (dat artikel 7 wordt) (ontworpen artikel 5, eerste lid).

Verwezen wordt naar de bovenstaande opmerking 3 bij artikel 4.

4. De aandacht van de gemachtigde ambtenaren is erop gevestigd dat de bewoordingen “en behoorlijk met redenen moet worden omkleed, in de overeenkomst, op objectieve wijze, door de bijzondere aard of door bepaalde elementen van de overeenkomst” die in het ontworpen artikel 4, § 2, tweede lid staan, niet overeenstemmen met wat bepaald is in artikel 4, lid 6, van de voornoemde richtlijn 2011/7/EU, waarin de volgende bewoordingen worden gebezigd: “tenzij in de overeenkomst uitdrukkelijk anders is overeengekomen en de bijzondere aard of eigenschappen van het contract dit objectief rechtvaardigen”.

De gemachtigde ambtenaren is verzocht een andere formulering voor het ontworpen artikel 4, § 2, tweede lid, voor te stellen. Deze luidt als volgt:

“In afwijking van het eerste lid kunnen partijen een langere betalingstermijn overeenkomen, voor zover die termijn objectief gerechtvaardigd wordt door de bijzondere aard of door bepaalde elementen van het contract, waarbij die tussen partijen overeengekomen betalingstermijn niet meer dan 60 kalenderdagen mag bedragen”.

Die formulering is inderdaad beter.

5. In het ontworpen artikel 4, § 2, derde lid, moeten de woorden “als bedoeld in artikel 4, 4°, b) van Richtlijn 2011/7/EU van het Europees Parlement en de Raad van 16 februari 2011 betreffende bestrijding van betalingsachterstand bij handelstransacties” vervallen.

Ofwel moet zulk een erkenningsprocedure in het voorontwerp zelf geregeld worden, ofwel moet in het voorontwerp verwezen worden naar de bepalingen in het Belgisch recht die die procedure regelen.

Artikel 6 (dat artikel 7 wordt)

Het zou beter zijn de laatste zin van het ontworpen artikel 5, eerste lid, als volgt te redigeren:

“Indien het handelstransacties betreft tussen ondernemingen en overheidsinstanties waarbij de schuldenaar een overheidsinstantie is⁸, is deze interest de interest tegen de referentie-interestvoet vermeerderd met acht procentpunten en afgerond tot het hogere halve procentpunt, ongeacht enige andersluidende overeenkomst tussen de partijen”.

Artikel 7 (dat artikel 8 wordt)

1. Aangezien artikel 4 van de wet van 21 februari 2010 ‘tot wijziging van de artikelen 1022 van het Gerechtelijk Wetboek en 162bis van het Wetboek van strafvordering en tot opheffing van artikel 6 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties’ nog niet in werking is getreden en die bepaling opgeheven wordt bij artikel 10, 2°, van het ontwerp (dat artikel 13, 2° wordt), moeten de woorden “afgeschaft door artikel 4 van de wet van 21 februari 2010”, die in de inleidende zin van artikel 7 staan (dat artikel 8 wordt), vervallen.

2. De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat het ontworpen artikel 6, eerste lid, de woorden “voor de invorderingskosten” vervangen moeten worden door de woorden “voor de eigen invorderingskosten”.⁹

3. De steller van het voorontwerp behoort uit te maken of het vaststellen van het precieze bedrag van de forfaitaire vergoeding voor de invorderingskosten niet toevertrouwd moet worden aan de uitvoerende macht.¹⁰

Voorgesteld wordt in dat geval in het ontworpen artikel 6, eerste lid, veeleer “van een forfaitaire vergoeding voor de eigen invorderingskosten, waarvan het bedrag door de Koning zal worden vastgesteld” te schrijven dan “van een forfaitaire vergoeding van (100) euro voor de invorderingskosten”.

4. De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat het wenselijk is in het ontworpen artikel 6, tweede lid, te preciseren dat de eventuele andere invorderingskosten

⁸ Cf. supra, opmerking 3 bij artikel 4.

⁹ Zie, in die zin, artikel 6, lid 2, *in fine*, van de voornoemde richtlijn 2011/7/EU.

¹⁰ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 8.1.

waarvan sprake in dat lid, bovenop het forfaitaire bedrag genoemd in het eerste lid van dezelfde bepaling komen.¹¹

Nieuwe artikelen 10 en 11 (toe te voegen)

Terwijl artikel 3, lid 5, van richtlijn 2000/35/EG de lidstaten oplegde te voorzien in de mogelijkheid tot het instellen van een vordering om te laten vaststellen dat bepaalde “contractuele bedingen die voor algemeen gebruik zijn opgesteld” kennelijk onbillijk zijn, heeft artikel 7, lid 1, van richtlijn 2011/7/EU het over “contractuele bedingen” of “praktijken” die een “kennelijke onbillijkheid” kunnen behelzen.

De gemachtigde ambtenaren is verzocht om de volgende vraag te beantwoorden:

“Ne faudrait-il pas, dès lors, modifier, au moyen de deux dispositions nouvelles à insérer à la fin du chapitre II du projet, respectivement les articles 8 et 9, alinéa 3, de la loi du 2 août 2002 de manière à viser, non seulement les clauses contractuelles manifestement abusives, mais aussi les pratiques manifestement abusives ?”.

De ambtenaren hebben in hun antwoord toegegeven dat de artikelen 8 en 9, derde lid, van de voornoemde wet van 2 augustus 2002 moeten worden aangepast.

Die aanpassingen zullen geschieden bij twee nieuwe artikelen 10 en 11, die respectievelijk artikel 8 en artikel 9, derde lid, van de voornoemde wet van 2 augustus 2002 wijzigen in de hierboven aangegeven zin.

De nummering van de daaropvolgende bepalingen wordt dienovereenkomstig aangepast.

Artikel 9 (dat artikel 12 wordt)

Aangezien artikel 9 (dat artikel 12 wordt) ertoe strekt een bepaling van de voornoemde wet van 2 augustus 2002 te wijzigen, moet het opgenomen worden aan het einde van hoofdstuk II van het voorontwerp (waarin de wijzigingen zijn opgenomen die aangebracht worden in de voornoemde wet van 2 augustus 2002) en niet aan het begin van hoofdstuk III van het voorontwerp (waarin de slotbepalingen zijn opgenomen).

Artikel 11 (dat artikel 14 wordt)

Het Grondwettelijk Hof stelt het volgende:

“De niet-retroactiviteit van wetten is een waarborg ter voorkoming van rechtsonzekerheid. Die waarborg vereist dat de inhoud van het recht voorzienbaar en toegankelijk is, zodat de rechtzoekende in redelijke mate de gevolgen van een bepaalde handeling kan voorzien op het tijdstip dat die handeling wordt verricht.

¹¹ Zie, in die zin, artikel 6, lid 3, eerste zin, van de voornoemde richtlijn 2011/7/EU.

De terugwerkende kracht kan enkel worden verantwoord wanneer zij onontbeerlijk is voor de verwezenlijking van een doelstelling van algemeen belang. Indien bovendien blijkt dat de terugwerkende kracht tot gevolg heeft dat de afloop van een of meer gerechtelijke procedures in een welbepaalde zin wordt beïnvloed of dat rechtscolleges worden verhinderd zich uit te spreken over een rechtsvraag, vergt de aard van het in het geding zijnde beginsel dat uitzonderlijke omstandigheden of dwingende motieven van algemeen belang een verantwoording bieden voor het optreden van de wetgever, dat ten nadele van een categorie van burgers inbreuk maakt op de jurisdictionele waarborgen die aan allen worden geboden”¹².

Onder dat voorbehoud moeten de twee leden van artikel 11 (dat artikel 14 wordt) vervangen worden door de volgende tekst:

“Art. 14. Deze wet treedt in werking op 16 maart 2013, met uitzondering van artikel 5, dat in werking treedt op een door de Koning te bepalen datum”,

met dien verstande dat de laatstgenoemde datum moet samenvallen met de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 ‘tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken’.

WETGEVINGSTECHNISCHE OPMERKINGEN

1. De hoofdstukken moeten genummerd worden met Arabische cijfers en niet met Romeinse cijfers¹³.
2. Wat de nummering van de artikelen betreft, schrijve men eerst in vette letters “Artikel 1.”, en voorts, ook in vette letters, “Art. 2.”, “Art. 3.”, enz.¹⁴
3. Aangezien hoofdstuk I (dat hoofdstuk 1 wordt) slechts één bepaling omvat, moet het als opschrift “Algemene bepaling” krijgen (en niet: “Algemene bepalingen”).

¹² Bijvoorbeeld: GwH 18 februari 2009, nr. 26/2009, B.13; 13 januari 2011, nr. 3/2011, B.7.

¹³ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 64.

¹⁴ *Ibid.*, aanbeveling 52.

4. Het is niet wenselijk in artikel 5 van het voorontwerp (dat artikel 6 wordt) een opschrift te geven aan het enkele ontworpen artikel 4, § 3. Het opschrift “Betalingsregelingen” bovenaan die paragraaf 3 moet bijgevolg vervallen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Yves KREINS